

débatmilitant

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 135 11 janvier 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire :

- **Démocratie et barbarie**
- **A propos du congrès de Lutte ouvrière : quelle politique pour les révolutionnaires ?**

Démocratie et barbarie

Bush vient donc d'annoncer lors d'une allocution télévisée depuis la Maison Blanche ce que serait « *sa nouvelle stratégie de victoire en l'Irak* », l'envoi de 21 500 soldats supplémentaires et un milliard de dollars d'aide économique dans la continuité de l'aide à la reconstruction qui a déjà rapporté quelques millions de dollars aux compagnies américaines. Il vient de confirmer une décision déjà prise puisque une partie de ces renforts serait déjà partie ou en partance pour l'Irak.

Après le camouflet reçu par les Républicains lors des dernières élections, le 6 novembre dernier, qui ont donné la majorité aux démocrates tant au Congrès qu'au Sénat, Bush, loin d'infléchir sa politique dans le sens d'un retrait des troupes américaines, envoie des renforts. Pour laisser entendre qu'il prend en compte le mécontentement de l'opinion, il a battu sa coulpe sur « *ses erreurs* » passées mais pour mieux justifier l'envoie de nouveaux soldats. Il renouvelle aussi les gradés par quelques limogeages-mutations, comme celui des deux principaux généraux en fonction en Irak ou du chef des services de renseignements. Il change quelques têtes pour mieux continuer la même politique, continuer, c'est-à-dire l'accentuer, renforcer la pression militaire, en agraver les conséquences. 132 000 soldats sont déjà sur le terrain, 3000 sont morts depuis le début de l'invasion, plus de 22 000 blessés, 379 milliards de dollars ont été engloutis dans cette sinistre aventure. La guerre s'est installée dans la vie de la population américaine malgré elle. Sourd au rejet de cette politique par une large fraction de l'opinion, Bush tente de masquer son échec par la fuite en avant dans l'escalade militaire.

En début de semaine, Nancy Pelosi, prenant ses fonctions de présidente démocrate du Congrès américain dans un « *esprit de partenariat* » selon ses propres mots, avait demandé dans son discours d'investiture une « *nouvelle orientation* » en Irak. « *Le peuple américain a rejeté les obligations sans limites d'une guerre sans fin...* » avait-t-elle déclaré. « *Après près de quatre ans de combat, des milliers de victimes américaines et plus de 300 milliards de dollars, il est temps que la guerre se termine* » ont renchéri dans un communiqué les démocrates. Mais ils n'ont nullement l'intention d'aller au-delà de l'indignation pour combattre la politique de Bush. Tout au plus envisagent-ils un vote du Congrès et du Sénat de désaveu de Bush mais sans prétendre l'empêcher de mener sa politique.

La question ne tient d'ailleurs pas tant à la personnalité même de Bush, pour le moins faible, ni ne relève simplement d'une vaine tentative de masquer son échec personnel, car, cet échec, c'est d'abord et avant tout

celui de la politique de l'impérialisme américain, tant militaire que diplomatique.

L'Irak est au centre du plan américain pour stabiliser le Moyen-Orient. Condoleezza Rice ne s'en cachait pas quand elle déclarait en fin d'année, « *une fois que le pays émergera comme facteur de stabilisation, le Moyen Orient aura profondément changé* ». Sauf que l'Irak n'est pas prêt d'être un facteur de stabilité et que les USA n'ont pas de politique de rechange en Irak pas plus que leur allié, Israël, n'en a en Palestine.

« *Certes, mais a-t-il le choix?* Interrogeait le Figaro à propos de la décision de Bush. *Pas sûr. Accepter la défaite en Irak, que beaucoup lui prédisent, quand ce n'est pas déjà fait, aurait des conséquences catastrophiques pour son pays et l'équilibre international* ».

En effet, l'Irak se trouve aujourd'hui au coeur de l'offensive militaire des USA, pièce essentielle de l'affrontement qui se profile avec l'Iran. « *Or, reculer à Bagdad, poursuit le Figaro, reviendrait à perdre la première bataille d'une guerre à distance qui prendrait alors une ampleur insoupçonnée* ». Il n'est pas plus question de perdre Bagdad que d'abandonner la Somalie. Le Pentagone a une stratégie globale de maintien de la présence américaine, il n'est pas envisageable pour lui d'abdiquer.

Bush a apprécié la sinistre exécution par pendaison de Saddam Hussein comme « *une étape importante sur la route de l'Irak vers une démocratie qui peut se gouverner, être autosuffisante et se défendre, et être un allié dans la guerre contre la terreur* ». Par delà le cynisme et la bêtise du propos, il y a là l'illustration de ce que signifie et recouvre le mot démocratie pour l'impérialisme. La démocratie est devenue un mot passe-partout paravant de tous les crimes, de toutes les infamies de l'impérialisme pour maintenir sa domination, s'ouvrir des marchés, s'assurer des sources d'approvisionnement en pétrole ou en matières premières.

Et ce n'est pas Bush seul qui n'accepte pas la défaite en Irak mais la bourgeoisie américaine. Si son arrogance lui est propre, elle est aussi celle de la classe impérialiste. C'est bien pourquoi les démocrates tiennent un double langage adoptant une posture d'indignation morale pour en finir avec la guerre tout en laissant, dans les faits, Bush poursuivre la politique de l'impérialisme américain pour tenter de trouver une issue à l'échec de ce dernier, à son isolement croissant.

Comme le soulignait le rapport Baker, résultat du travail d'une commission présidée par un démocrate et un républicain pour servir à fonder la dite nouvelle orientation de la politique américaine, pour réussir, cette dernière a besoin de consensus : consensus à l'intérieur des Etats-Unis, consensus diplomatique sur la scène internationale, consensus aussi avec les autorités irakiennes. Le rapport Baker enfonçait certes une porte ouverte, gagner est plus facile quand on a l'opinion avec soi, mais il n'en reste pas moins que là est le problème de la bourgeoisie américaine.

Sa politique ne fait nulle part consensus et, pourtant, elle ne peut en changer sauf de reconnaître son échec, de se plier à de nouveaux rapports de force.

Peut-être reviendra-t-il aux démocrates, après l'élection présidentielle américaine de 2008, de le faire en développant une nouvelle stratégie pour l'impérialisme américain adaptée aux nouveaux rapports de force internationaux, acceptant le monde multipolaire que vantait Ségolène Royal avec le vice-premier ministre chinois.

En attendant, c'est l'escalade militaire dont les enchaînements pourraient tout aussi probablement être difficilement réversibles.

C'est bien cela le libéralisme impérialiste, la croisade pour ouvrir par les armes les marchés aux multinationales, au prix de la barbarie. Les apologistes du capitalisme nous vantaient le marché et la démocratie, nous avons le marché et la guerre, leurs ravages cumulés...

Le monde est bloqué. Multiplication de conflits locaux, montée du militarisme, envolée des budgets militaires, les grandes puissances n'ont aucune solution politique à proposer aux peuples pas plus au Moyen-Orient, qu'en Afrique, en Asie ou en Amérique latine ou qu'en Europe.

Pour construire la coopération démocratique entre les peuples, il faudra briser les rapports de concurrence et d'exploitation, la logique du marché et de la guerre.

Yvan Lemaitre

↑

A propos du congrès de Lutte ouvrière : quelle politique pour les révolutionnaires ?

Que veut Lutte ouvrière et le sait-elle elle-même ? La question est sans doute un peu provocante, mais à lire les textes de son derniers congrès, il est tout de même difficile de s'en faire une idée à peu près claire.

En particulier, on ne peut être que frappé par certaines approximations, notamment lorsque cela concerne la LCR. Certes, aux dernières nouvelles, tout irait bien, très bien même puisque la Ligue serait encore d'extrême gauche. Et nous voilà rassurés, comme LO qui se réjouit sans réserve de la possible candidature d'Olivier Besancenot : « *Pour notre part, nous espérons sincèrement que d'ici la date limite il en trouvera suffisamment pour se présenter car nous espérons vraiment que l'extrême gauche soit représentée par nos deux candidats, Olivier Besancenot et Arlette Laguiller* ». (1)

Comme en 2002, il ne devrait donc y avoir aucun problème pour additionner nos voix : « *Oui, nous souhaitons qu'Arlette et Besancenot, quels que soient leurs scores respectifs, fassent au total le meilleur score possible. Imaginons, ce n'est qu'une hypothèse, que le total soit à nouveau de 10 %. Cela aurait un sens politique important car même si au deuxième tour c'est le candidat socialiste qui l'emporte, il sera manifeste qu'une partie de l'électorat de gauche n'a pas craint de manifester de la défiance, voire de la contestation de la politique socialiste et, à sa suite, de la politique du PCF...*

 ». (2)

L'opération n'est pourtant pas si simple. De manière assez contradictoire, il paraîtrait en effet, selon LO, que nos politiques seraient en même temps radicalement différentes, au point d'être pratiquement antagoniques : « *Du côté de l'extrême gauche, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot incarnent des politiques différentes. Olivier Besancenot défend une politique visant à construire "un débouché politique aux luttes" en rassemblant des organisations, des associations, des individus, plus réformistes les uns que les autres, même si ils se démarquent du Parti socialiste. Tandis que la candidature d'Arlette Laguiller vise à populariser, avec les possibilités que donne la campagne présidentielle pour s'adresser à l'ensemble du pays, des objectifs qui ne peuvent pas être atteints par le vote et dans les urnes, mais dont il est nécessaire que la classe ouvrière fasse l'objectif de ses luttes futures.* » (3). C'est manifestement tout ce que le rédacteur de la revue *Lutte de classe* a compris de notre politique, même après la conférence nationale de juin. Lui aurait-il échappé que la décision de présenter Olivier Besancenot était également accompagnée d'un certain contenu politique, bien différent de cette caricature ? Ou le “détail” importe-t-il peu ?

Evidemment, nul ne peut ignorer qu'il y a eu durant toute une période du côté de la LCR bien des errements autour des candidatures unitaires, nous avons nous-mêmes suffisamment écrits sur cette question. Mais à l'évidence, et de manière assez contradictoire, le souci de se démarquer de la LCR n'est pas liée uniquement à son orientation passée ou présente, quelle soit critiquée à juste titre ou caricaturée. En fait, LO se verrait bien seule à incarner les intérêts du prolétariat, voir tout simplement à s'en revendiquer : « *Arlette Laguiller : qui d'autre peut se dire sincèrement dans le camp des travailleurs ?* ». La question s'adresse sans équivoque également à la LCR : « *Nous n'hésiterons pas à nous proclamer, ouvertement et essentiellement, dans le camp des travailleurs, alors qu'eux [la LCR] ne le font pas, mais ironisent sur le "travailleuses, travailleurs" d'Arlette.* » (4). L'argumentation est évidemment dérisoire, illustration puérile du sectarisme de LO.

L'essentiel pourtant n'est pas là. Quoi qu'on en pense par ailleurs, il y a un fait positif incontournable dans la campagne que va mener Lutte ouvrière : c'est l'indépendance politique absolue vis-à-vis de la gauche gouvernementale, comme la nécessité de défendre exclusivement le camp des travailleurs. C'est d'autant plus positif que nous espérons que nous serons bien deux organisations à défendre cette orientation commune dans cette campagne, avec la candidature d'Olivier Besancenot.

En même temps, on ne peut être que frappés par l'absence de perspective des camarades de Lutte ouvrière, comme par le nombre de questions que cette organisation cherche à contourner au lieu de les discuter vraiment, notamment dans ses textes de congrès. Ce sont quelques unes de ces questions sans réponses que nous voudrions commencer à évoquer ici, sans épuiser évidemment tout le sujet.

Que faire avec les militants du PCF...

Ainsi, la critique de la politique unitaire menée par la LCR avant et après le 29 mai se veut sans doute impitoyable. Mais à lire les différents articles qui lui ont été consacrés en plus des textes de congrès, les impasses sont également évidentes.

Certes, la LCR ne fait peut être pas ce qu'il faudrait faire. Mais que propose LO ? Et même, tout simplement, que pense LO du PCF ?

Le PCF ne serait-il devenu qu'un parti de notables et d'élus, ou a-t-il encore un milieu de militants et de sympathisants digne de notre attention ? Est-il raisonnable dans ce cas que les révolutionnaires lui consacrent encore une politique particulière que Lutte ouvrière pourrait contribuer à proposer ? Ou faut-il conclure qu'il n'y a rien de possible, parce que les circonstances ne le permettent pas, ou parce qu'il n'y aurait plus rien à attendre du PCF ?

Mais si le mouvement ouvrier n'est plus que l'ombre de lui-même, que faut-il faire ? Quelles sont -dans ces conditions nouvelles et inédites pour nous- les tâches prioritaires des révolutionnaires ?

A toutes ces questions de fond, il n'y a pas l'ombre du début d'une réponse, pas même l'ombre d'une interrogation. Par contre, il y a beaucoup de condamnations au fil des articles et des textes, ce qui ne convainc guère (5).

En fait, la critique est tellement extérieure qu'on n'est guère avancé la plupart du temps sur ce qui se passe dans le PCF comme dans les collectifs. Or non seulement LO aurait été plus crédible si elle avait fait la démonstration qu'une autre politique était possible en direction de ce milieu, mais même en allant simplement voir de plus près, elle aurait sans doute soigné un peu mieux son argumentation.

Il y a en effet un paradoxe dans l'attitude de Lutte ouvrière. A priori, ce qui nous intéresse ne les intéresse pas. Mais lorsque LO fait mine de s'intéresser, la réponse est pour le moins étonnante. C'est le cas notamment dans les textes du dernier congrès. La distance est toujours la même, mais LO se serait bien vue malgré tout donner quelques conseils à la LCR sur la meilleure manière de faire. Ainsi, au lieu de concentrer ses critiques sur la question du gouvernement, et donc sur les liens avec le PS, la LCR aurait du discuter autrement avec le PCF : elle ne « *pourrait trouver l'oreille d'une fraction des militants, des sympathisants et des électeurs du PCF qu'en demandant à Buffet de s'engager sur des objectifs sociaux compréhensibles pour l'électorat populaire. Des objectifs revendicatifs et sociaux simples et concrets à réclamer par le PCF au PS, voire à tenter de lui imposer mais sans réclamer au PC de rompre avec le PS. Ce qui n'est pas compris de l'électorat populaires très sensibles à l'unité* » (6).

Pour le coup, le renversement de perspective est saisissant : la LCR en aurait-elle trop fait avec ses critiques ? Pourtant, même les courants les plus favorables aux candidatures unitaires au sein de la LCR, au point d'avoir eu tendance à s'aligner sur la politique du PCF, n'étaient pas sans savoir que la direction de ce parti pouvait faire d'autant plus de concessions sur le programme que cela ne l'engageait pas à grand chose tant que la possibilité d'une alliance avec le PS restait ouverte. La question du gouvernement et des alliances était forcément incontournable, il fallait donc inévitablement s'attaquer à « l'unité » de toute la gauche et aux illusions électorales qu'elle recouvre, et ne pas baisser la garde pour rester amis à tout prix. Ce qu'a fait la LCR, même au prix de biens des difficultés jusque dans ses propres rangs.

L'affaire n'était donc pas simple, pour le moins : il n'est pas si facile en effet de s'en tenir à une réelle fermeté politique, tout en se donnant les moyens d'être vraiment entendus et surtout compris par les milieux militants et sympathisants du PCF. La question reste par conséquent ouverte : certes, la LCR n'a pas fait tout ce qu'elle aurait du faire, nous en sommes les premiers convaincus. Mais qu'aurait-il fallu faire si on avait suivi LO ? Et qu'a-t-elle réussi de mieux ?

A moins que sa difficulté à engager une politique ne soit tout simplement la raison de son abstention ?

... et avec la " gauche de la gauche " ?

La question ne concerne pas que le PCF. C'est un problème plus général, qu'il illustre également son attitude à l'égard du mouvement altermondialiste et ce qu'elle appelle la « gauche de la gauche ».

« *Aujourd'hui, altermondialisme, c'est pour ne pas dire anti-impérialisme. Se dire anti-libéral et anti-capitaliste, c'est pour ne pas se dire socialistes et communiste* » (7). Nul ne contestera que la plupart des

altermondialistes ne poussent guère leur critique du capitalisme jusqu'à mettre en cause ses fondements. Mais que faut-il en conclure ?

Le fait est que l'extrême gauche -en premier lieu Lutte ouvrière- a commencé à gagner un peu plus d'influence il y a une dizaines d'années en même temps que cette « gauche de la gauche », non pas à contre-courant, mais en profitant du même phénomène : la prise de distance par un nombre significatif de gens de gauche avec la gauche institutionnelle, celle qui a géré les affaires de la bourgeoisie au gouvernement.

Il y a bien sûr une divergence de fond, et même un antagonisme, entre le projet politique de l'antilibéralisme qui ne vise au bout du compte qu'à consolider le capitalisme sous une forme prétendument humanisée, et les révolutionnaires. Mais cette évidence pour nous ne l'est absolument pas pour la plupart des gens aujourd'hui, qui peuvent être déçus par la gauche de gouvernement, qui votent parfois pour l'extrême gauche, mais qui veulent aussi de manière un peu contradictoire une gauche plus « radicale », sans partager toutes nos idées « extrémistes ».

Il suffirait de dénoncer leur inconséquence, dire ce qui est, et « se dire socialiste et communiste » ? Et s'en détourner s'ils n'ont pas compris la leçon ?

En 1995, Lutte ouvrière n'a pas gagné du crédit en prenant une posture à contre-courant qui aurait consisté à se détourner à priori des milieux militants de la gauche politique et syndicale. Au contraire, elle a gagné de l'influence par un travail obstiné au contact de ces militants, dans les entreprises sinon ailleurs, en menant des bagarres avec eux -parfois contre eux, mais pas toujours- en faisant la démonstration de son utilité dans les luttes comme dans les discussions politiques, en faisant des propositions de programme, comme un vrai parti, ou du moins une ébauche avec le « plan d'urgence », en cherchant à convaincre.

C'est cette démarche qui aurait pu ensuite franchir une nouvelle étape : regrouper et unir celles et ceux qui voulaient bien se battre pour ce programme d'urgence dans un « Parti des travailleurs », que Lutte ouvrière a semblé un instant appeler de ses vœux. Mais cela aurait voulu dire aller jusqu'au bout de la démarche et prendre le risque de dépasser le cadre d'une petite organisation habituée à un fonctionnement très monolithique.

Aujourd'hui, le bilan est sans appel. Il ne tient pas en premier lieu aux « limites de la situation objective », même si cela existe. Après dix années passées sans même avoir gagné quelques militant-e-s de plus à l'organisation, Lutte ouvrière s'est repliée plus que jamais sur elle-même. Elle est seule, elle est même « la seule » ! Pour se justifier, elle confond la politique des réformistes qu'il convient de dénoncer, avec les milieux qui sont influencés par le réformisme qu'il faudrait dénoncer de la même manière : des gens sans intérêt, voire des adversaires qu'il vaut mieux ne pas fréquenter, dans les collectifs ou ailleurs... Comme si les révolutionnaires pouvaient gagner de l'influence autrement qu'en gagnant des réformistes à leur cause !

Retrouver une cohérence...

Depuis une dizaine d'années, la situation a inévitablement bousculé l'extrême gauche. Le recul général du mouvement ouvrier, en particulier le mouvement stalinien, lui a donné de fait de nouvelles responsabilités. Une partie des travailleurs-euses et des électeurs-trices de gauche, écouré-e-s par la politique de la gauche au gouvernement, aimeraient bien de leur côté lui voir jouer le rôle d'une « vraie gauche ».

Lutte ouvrière croit qu'en se détournant de ce milieu elle se préserve, et que cela suffit pour justifier son abstention. Avec les camarades de la LCR, nous avons au contraire le souci d'essayer d'avoir une politique en leur direction, même si cela peut entraîner bien des dérapages que nous critiquons. Mais la préoccupation est fondamentalement juste.

Lutte ouvrière confond la fermeté, indispensable lorsqu'on veut mener une politique révolutionnaire conséquente, avec l'isolement. Elle croit se préserver de cette manière des risques de l'opportunisme. Mais à tort.

C'est ainsi qu'après le 29 mai, on a assisté à un va-et-vient étrange de Lutte ouvrière, hésitant entre repli sur soi et tentative de rompre un isolement de plus en plus pesant. Mais sans aucune cohérence politique.

Refusant tout débat à l'université d'été de la LCR puis à la fête de l'humanité en 2005, tout en acceptant à cette même fête de figurer dans le « carré des personnalités », LO n'a pas hésité ensuite à répondre à l'invitation de la LCR de participer à des meeting communs de toute la gauche ou d'une partie d'entre elle,

d'abord à Marseille en soutien à la lutte de la SNCM, puis à la salle Japy à l'occasion d'un débat sur le service public de l'énergie (où il s'agissait cette fois d'une discussion entre forces de gauche et non du soutien à une lutte... qui n'existe pas), acceptant même de côtoyer à d'autres occasions Strauss-Kahn pour dénoncer ensemble l'article 4 de la loi faisant l'apologie du colonialisme, ou signant un appel commun à l'initiative de la LDH au moment où démarrait la révolte des banlieues, qui approuvait pourtant une éventuelle utilisation des forces de l'ordre (que la LCR a heureusement refusé de signer !).

Depuis, la tendance a été à nouveau au repli. LO a décliné une nouvelle fois en 2006 l'invitation faite par la LCR de venir débattre à son université d'été, alors que les débats et les conclusions de sa conférence nationale en juin ouvraient explicitement de nouvelles perspectives politiques...

C'est cette politique incohérente, et au jour le jour, qui arrive à épuisement. Mais c'est aussi la responsabilité de la LCR de lui offrir d'autres perspectives.

... et reconstruire des perspectives communes

La campagne électorale qui s'annonce aura pour le moins un aspect paradoxal : deux candidatures d'extrême gauche qui diront la plupart du temps les mêmes choses, tout en étant très différentes.

LCR et LO défendront le même programme : un plan d'urgence anticapitaliste fondé sur la nécessité de s'en prendre au droit de propriété privée pour commencer à résoudre les problèmes immédiats du monde du travail ; la nécessité pour les travailleurs d'exercer un contrôle sur l'économie et l'Etat ; la nécessité des luttes sans lesquelles rien ne sera possible.

Sur bien des points, les positions des deux organisations ne seront guère différentes non plus. La réflexion de LO sur la question du 2^{ème} tour est à cet égard intéressante (8) : pas question bien évidemment de s'engager aujourd'hui à voter pour la candidate socialiste, mais sans perdre de vue non plus la préoccupation d'être réellement compris, et sans s'arrêter à des formulations trop définitives. L'essentiel est bien pour l'extrême gauche de proposer un programme pour les luttes, quel que soit le gouvernement élu en 2007. Le moral de la classe ouvrière et l'écho que nous rencontrons sur cette question au 1^{er} tour seront déterminants, bien plus que le nombre de travailleurs qui s'abstiendront de choisir entre Sarkozy et Royal ou qui choisiront quand même Royal plutôt que Sarkozy au nom du « moindre mal ».

C'est sur notre programme et sur nos perspectives qu'il faudra convaincre. Mais pour en faire un programme d'action pratique, Lutte ouvrière devra se dépasser elle-même. Depuis bien longtemps, LO ne cesse de répéter que seules les luttes changeront la vie, mais sans jamais dépasser le cadre de la propagande à l'occasion des élections. Que peut-on attendre d'une organisation qui explique qu'elle est maintenant la « seule » dans le camp des travailleurs, et que prendre des initiatives même sur le terrain des luttes, c'est s'illusionner soi-même (9) ? De quelle impuissance veut-elle nous convaincre ?

Dès maintenant, l'extrême gauche devrait pouvoir faire entendre des propositions concrètes pour riposter sans attendre aux mauvais coups du patronat et de la droite, tous ensemble, tout en continuant sans relâche à œuvrer au regroupement de celles et ceux qui cherchent une issue anticapitaliste à la crise actuelle du mouvement ouvrier. Combiner, sans les confondre, une politique de front unique avec l'ensemble du mouvement ouvrier, et une politique pour la construction d'un parti des travailleurs.

Notre perspective va donc bien au-delà des péripéties électorales. Ce qu'il nous faut anticiper, c'est bien sûr la possibilité d'accumuler de nouvelles forces militantes, notamment dans la jeunesse et en dehors des organisations. Il nous faut aussi nous adresser aux militants du mouvement ouvrier, en particulier à celles et ceux qui ne supportent plus les renoncements de leurs organisations.

Il nous faut construire un nouveau parti des travailleurs, mais, pour ce faire, la politique de LO a d'évidentes limites. On ne construira pas un parti anticapitaliste conséquent, c'est-à-dire un parti révolutionnaire, en commençant par faire une croix sur le capital politique et militant que représente malgré tout cette organisation. Ce qui ne veut surtout pas dire, bien au contraire, qu'il faudrait renoncer à la confrontation politique avec les militants de LO.

D'ailleurs, en ce sens, proposer ou accepter des accords électoraux sans lendemain à Lutte ouvrière, sans même une véritable discussion sur le fond, comme l'a fait la LCR ces dernières années, a montré d'évidentes limites.

Ce qui fait cruellement défaut aujourd’hui, c’est la possibilité de reconstruire pas à pas avec ces camarades des perspectives communes, comme nous essayons de le faire par ailleurs avec d’autres courants militants, non sans mal, et non sans mesurer parfois la profondeur des divergences qui nous séparent. Dans le cas de Lutte ouvrière, les accords et les désaccords devront être à l’évidence plus sérieusement circonscrits, si l’on veut progresser sérieusement dans la discussion, loin des caricatures.

Ainsi, pour ne prendre qu’un exemple, les camarades de Lutte ouvrière ont raison de dire que la seule force anticapitaliste conséquente que l’on devrait vouloir construire ensemble serait un parti révolutionnaire. Mais même la direction de LO en 1995 n’a pas commencé par le décréter, sur la base d’un programme qui aurait été le décalque d’un programme trotskyste !

Un parti qui défend exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière ne se construira pas d’un seul coup, dans les luttes, mais aussi par une série de regroupements larges, au travers de crises et de décantations politiques. Il y aura dès le départ des délimitations indispensables, notamment sur l’indépendance de classe, les institutions et l’Etat, et la construction d’un tel parti ne pourra se faire sur des bases aussi réformistes que l’antilibéralisme, qui ne sont pas seulement insuffisantes mais tournent le dos à une perspective révolutionnaire. Cependant, prétendre sérieusement défendre la perspective d’un parti révolutionnaire à notre époque nécessite de rompre sans retour avec le sectarisme et le caporalisme d’une organisation comme Lutte ouvrière. C’est aussi la question qu’il nous faudra aborder sans détour…

La LCR a aujourd’hui une grande responsabilité, celle d’œuvrer au dépassement des organisations existantes, dans la perspective de construction d’une nouvelle force. L’impasse dans laquelle se trouve aujourd’hui Lutte ouvrière, par delà l’échéance présidentielle, doit être pour nous une raison non pas de nous en détourner, mais d’avoir la volonté d’engager sérieusement le débat dans cette perspective.

Jean-François CABRAL

1- *Texte du 36° congrès de Lutte ouvrière*, Lutte de classe n° 101, page 35. retour au texte

2- *Texte de congrès*, LDC n° 101, page 46. retour au texte

3- LDC n°98, été 2006, page7. retour au texte

4- *Texte de congrès*, LDC n° 101, page 46. retour au texte

5- Articles de la majorité : *La situation politique à l’approche de la campagne électorale* (LDC n° 98, été 2006) ; *Les avatars d’une “ dynamique unitaire ” fictive* (LDC n° 99, octobre 2006) ; *Pré-campagne pour la présidentielle et manœuvres en tout genre* (LDC n° 100, novembre 2006). Article de sa minorité : *Réforme ou révolution... entre poire et fromage* (LDC n°97, mai-juin 2006). Et bien sûr les textes de congrès. retour au texte

6- *Texte de congrès*, LDC n° 101, page 34. retour au texte

7- *Texte de congrès*, LDC n° 101, page 36. retour au texte

8- *Textes de congrès*, LDC n°101, pages 43 à 45 et 48 à 50. retour au texte

9- Ainsi, dans la lutte contre le CPE, sa Fraction et nos camarades des JCR auraient eu tort de croire qu’ils auraient joué le moindre rôle au travers de la coordination qu’ils ont pourtant fortement contribuée à impulser… Textes de congrès, LDC n°101, pages 51 et 52. retour au texte



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**